« La recherche agronomique au Niger : pratiques et
dynamiques (Cas de l'INRAN) », Thèse de
Abdoulaye Mohamadou

EHESS-Marseille, mars 2003

Jean-Pierre Chauveau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/3643>

DOI : 10.4000/apad.3643

ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 2 décembre 2003

Référence électronique

Jean-Pierre Chauveau, « « La recherche agronomique au Niger : pratiques et dynamiques (Cas de l'INRAN) », Thèse de Abdoulaye Mohamadou », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 26 | 2003, mis en ligne le 16 juin 2008, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/3643> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.3643>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

« La recherche agronomique au Niger : pratiques et dynamiques (Cas de l'INRAN) », Thèse de Abdoulaye Mohamadou

EHESS-Marseille, mars 2003

Jean-Pierre Chauveau

- 1 La thèse de M. Mohamadou porte sur la socio-anthropologie d'une institution de recherche publique agronomique, l'INRAN. L'approche combine une posture résolument empiriste, dans la ligne de l'anthropologie interactionniste, et une problématique solidement construite autour des concepts et notions empruntés à la sociologie des organisations, à la sociologie des sciences et à la sociologie des professions, jusqu'à maintenant très peu mobilisés à propos de l'Afrique. Le sujet et son traitement sont donc extrêmement originaux. Au-delà de ce sujet, l'objectif de la thèse est de contribuer à la connaissance, encore embryonnaire, du monde des fonctionnaires en Afrique.
- 2 Il convient cependant de préciser que l'étude est essentiellement focalisée sur le groupe des chercheurs (des simples praticiens aux chercheurs promus aux postes de responsabilité de l'Institut) et sur l'émergence de leur identité professionnelle. Les autres corps professionnels apparaissent bien sûr pour les besoins de l'analyse, de même que les acteurs appartenant à l'environnement institutionnel plus large. Mais le titre de la thèse gagnerait à être précisé.
- 3 La thèse proprement dite consiste à décrire l'INRAN comme un construit social résultant des pratiques des chercheurs (eux-mêmes forts hétérogènes) confrontés aux autres acteurs preneurs d'intérêt dans la recherche agronomique et aux multiples facteurs qui ont influé sur l'organisation et la structuration du champ de la recherche agronomique : héritages institutionnels successifs, politiques agricoles nationales, consignes des coopérations étrangères, accès aux ressources et financements

extérieurs, interférence des pratiques étatiques sur le contrôle et la répartition des ressources.

- 4 Partant d'une hypothèse exploratoire apparemment triviale - l'objectif initial de l'INRAN lors de sa création d'axer les recherches sur l'amélioration variétale - l'auteur va dérouler autour de cet enjeu un ensemble de processus et de conflits qui vont modeler progressivement une identité professionnelle spécifique.
- 5 Dans une première partie, M. Mohamadou justifie ses choix théoriques et méthodologiques de manière extrêmement rigoureuse. Il expose très finement la situation particulière d'enquête (il est lui-même chercheur à l'INRAN) et les précautions prises pour contourner les difficultés d'une "ethnologie chez soi" et les risques d'un manque de distance. Le chapitre consacré à la "construction de l'objet" est un modèle de rigueur méthodologique. Il constitue une véritable thèse dans la thèse au regard de la position du chercheur de terrain et des conditions de production des données en anthropologie, notamment dans la perspective d'une "anthropologie de proximité". Il délimite ensuite son champ d'étude : la recherche à l'INRAN comme profession, envisagée comme le résultat endogène de situations, d'interactions et de négociations sous l'influence de l'histoire de l'environnement institutionnel et du processus de différenciation des groupes et des logiques d'acteurs au sein de l'organisation. L'auteur présente ainsi successivement l'évolution de la politique agricole nationale, l'INRAN et les autres institutions de recherche agronomique au Niger.
- 6 La seconde partie aborde la construction du champ de la recherche au Niger et les pratiques professionnelles. L'auteur retrace d'abord l'histoire institutionnelle de la recherche agronomique au Niger en relation avec les contextes politiques et institutionnels qui se sont succédé depuis la colonisation, en soulignant les traits essentiels qui déterminent l'émergence d'un groupe professionnel de chercheurs. Il met en évidence notamment, tout au long de l'histoire de l'INRAN, le poids des coopérations extérieures et des bailleurs de fonds dans la structuration de la recherche agronomique nigérienne et l'influence de la Banque Mondiale sur la programmation de la recherche et sur la position statutaire des chercheurs dans le contexte du Projet national de recherche agricole, au cours duquel s'est déroulée la recherche.
- 7 M. Mohamadou décrit ensuite ce que signifie concrètement "être chercheur à l'INRAN". Il caractérise les pratiques au sein de l'organisation par rapport à l'enjeu principal qui consiste à accéder à l'appellation de "chercheur" dans un contexte juridique flou, puis les principaux aspects de l'insertion professionnelle au sein de l'Institut. L'auteur conclut sur la disqualification de la profession, tant du point de vue des chercheurs sur les conditions idéalisées de la recherche que de la très faible attention que les pouvoirs publics portent à l'institution.
- 8 Après avoir présenté les grandes lignes du champ social que constitue l'INRAN et les conditions concrètes d'exercice de la profession au sein de l'organisation, M. Mohamadou termine cette partie consacrée à la professionnalisation de la recherche en examinant les implications de la pluralité de logiques administratives et scientifiques au sein de l'organisation, résultat de la superposition de pratiques anciennes et de nouveaux modèles de recherche impulsés par les coopérations et les bailleurs de fonds (notamment la Banque Mondiale dans le cas de l'INRAN actuel). En "scientifisant" l'organisation administrative de l'INRAN, sans pour autant s'assurer du contenu réel de la démarche comme l'auteur le montre à propos de l'adoption de la méthode MARP (p.

198), les réformes institutionnelles récentes ont surtout remis en cause la distribution du pouvoir détenu jusqu'alors par les départements et la discipline de la génétique et, plus généralement, le contrôle de l'État sur les moyens de la recherche. Face aux exigences des bailleurs de fonds, dont l'auteur montre au passage qu'ils ne se soumettent pas eux-mêmes aux règles de cohérence qu'ils exigent de leurs partenaires (p. 202), l'État choisit une stratégie de réponses limitées ; de son côté, la section "génétique et amélioration des plantes" jusqu'alors dominante, entre en résistance en développant une stratégie d'évitement, tandis que les sections "agronomie générale" et "économie rurale" apparaissent les plus adaptées aux nouvelles consignes et les plus en phase avec les chercheurs expatriés qui soutiennent les réformes.

- 9 Toute cette seconde partie décrit excellemment la reconstruction mouvante du champ organisationnel et professionnel, hybride dans la combinaison de logiques administrative et scientifique et composite au regard des principaux groupes preneurs d'intérêt et de leurs stratégies vis-à-vis des influences extérieures qui modèlent la trajectoire de l'organisation.
- 10 La troisième partie pénètre plus intimement, à l'aide de quelques études de cas, dans les interactions concrètes qui définissent, dans un contexte de changement, les enjeux réels autour desquels se positionnent les chercheurs et se recompose le contour de l'organisation. Dans son analyse de la construction des carrières, l'auteur propose une véritable anthropologie économique de l'accès à la rente de la recherche et de son contrôle. L'enjeu central est de tirer son épingle du jeu entre son positionnement dans un champ social à dominante administrative et sa capacité à capter les ressources matérielles, financières et symboliques extérieures, en passant par des compromis sur les thèmes de recherche selon les sources de financement et des stratégies de sortie vers les projets et les institutions internationales. Il décrit ensuite la construction de l'identité professionnelle à travers les conflits catégoriels autour de l'émergence du syndicat, de l'élaboration du plan de formation, du statut autonome des chercheurs et du mode électif où intervient le jeu social local (pratiques clientélistes, réseaux ethniques et jeu de pouvoir politique). L'auteur analyse enfin la "gestion au quotidien" de la recherche, aux frontières du légal et du licite : l'interventionnisme politique et régionaliste sur les "postes juteux" ; la lutte de la Banque Mondiale contre l'État pour le contrôle des reliquats de financement et la préservation des espaces de normalité au sein de ce même État ; la privatisation informelle de l'État par les gestionnaires et les chercheurs (manipulation des procédures, chantage aux fournisseurs, appropriation par les chercheurs des sous-produits de la recherche dans un contexte d'arriérés de paiement des salaires). M. Mohamadou conclut sur l'identité actuelle hautement hybride de l'Institut : établissement à caractère administratif, sa gestion financière est maintenant de type privé et sa gestion scientifique de type scientifique et technique.
- 11 Dans sa conclusion, M. Mohamadou rappelle ses principaux constats : le sous-développement de la recherche agronomique nigérienne, caractérisé par l'absence d'accumulation du savoir et par une logique de court terme ; la production de pratiques de recherche résultant de la reproduction mimétique de la forme générale de l'État, des innovations organisationnelles et scientifiques des bailleurs de fonds et des logiques professionnelles locales ; l'autonomisation récente de la recherche, sous l'influence d'un nouveau contexte politique, de l'internationalisation de la recherche et de l'alliance des chercheurs avec la Banque Mondiale ; mais aussi l'interrogation sur le

devenir de cette évolution avec la fin du Projet national de recherche agricole et de son financement.

- 12 Il s'agit d'une thèse originale, d'une grande rigueur dans la construction du sujet de recherche, dans la construction du champ d'investigation et dans les méthodes de production des données. La référence en de nombreuses occasions à des travaux théoriques, méthodologiques et empiriques analogues menés sur d'autres terrains africains ou du "Nord" ouvre heureusement à la réflexion comparative. Cette thèse contribue par conséquent à la réflexion plus générale sur les conditions de la recherche en Afrique en fournissant des bases empiriques incontestables, même si on peut regretter que les études de cas ne soient pas assez nombreuses.
 - 13 Quelques questions de fond surgissent inmanquablement à la lecture de cette excellente mais impitoyable dissection de l'INRAN. Elle peut alimenter un certain pessimisme. Les logiques de survie et, pour les chercheurs les plus favorisés, de capitalisation des avantages laissent peu de place à la logique de production des connaissances, sinon sur un mode "suiviste" vis-à-vis des chercheurs étrangers. Peut-on alors réellement parler d'une identité professionnelle de "chercheur" si l'individualisme et les stratégies opportunistes, que l'on retrouve au demeurant au Nord comme au Sud, ne contribuent pas aussi à forger de surcroît un champ symbolique où la production intellectuelle est en même temps le résultat et le moyen des stratégies de positionnement ? Il est significatif que, dans ce travail, il n'est jamais question de la construction d'un "capital" symbolique ou culturel spécifique au métier de chercheur. Est-ce parce que l'enjeu "intellectuel" n'est pas perçu comme socialement pertinent et culturellement discriminant par les acteurs eux-mêmes ? L'absence d'un tel critère de "distinction", pour reprendre l'expression de Bourdieu, ne serait évidemment pas sans implication vis-à-vis de l'avenir de la recherche dans de nombreux pays africains et vis-à-vis de l'orientation des politiques de soutien à leurs communautés scientifiques.
-

AUTEUR

JEAN-PIERRE CHAUVÉAU

Directeur de recherche, Département Société et Santé (DSS), IRD, Montpellier